

TROISIÈME TRIMESTRE, EXAMENS... RETROUVER UN MINIMUM DE COHÉRENCE

Alors que les personnels du 1er degré sont contraint-es de revenir dans les écoles dans des conditions pour le moins précipitées – et sans l'excuse des « décrocheurs » puisque la présence des élèves est au choix des familles – les enseignant-es des collèges et lycées sont confronté-es au difficile problème des examens. **La position du MEN est simplement incohérente :**

- examen attribué sur la base des moyennes du 1er et du 2ème trimestre (DNB, Bac, E3C pour la spécialité abandonnée) mais maintien d'un oral en français en fin de 1ère ;
- propos lénifiants sur la « bienveillance » mais impossibilité pour un-e élève ayant moins de 8/20 de moyenne de pouvoir tout simplement se présenter et tenter sa chance à l'examen comme n'importe quel-le « candidat-e libre » ;
- changement des règles du jeu en cours de route et prise en compte de moyennes qui ne reflètent qu'une partie de l'année puisque celle-ci a été largement perturbée après le 5 décembre et pas seulement à partir du 16 mars ; - avertissement dans de nombreux établissements qu'il n'y aura de toute façon pas la place pour accueillir d'éventuel-les redoublant-es tout en sachant par ailleurs que ces redoublements seront très problématiques avec le nouveau bac ;
- prise en compte dans certains cas néanmoins des appréciations de bonne volonté inscrites dans le Livret alors même qu'à distance les enseignant-es n'ont aucun moyen réel d'apprécier cette bonne volonté compte tenu des nombreux paramètres de la vie familiale qui leur échappent en grande partie (et heureusement, c'est d'ailleurs pour cela qu'il y a des examens et non des rapport de police ou des approximations psychologiques) ;
- prétention à faire remplir des bulletins de troisième trimestre sans indiquer de moyenne mais en indiquant malgré tout les notes éventuelles en période de confinement dans l'appréciation, en valorisant certain-es, ce qui revient inévitablement à dévaloriser d'autres, sans que cela compte pour le contrôle continu du bac mais dans certains cas néanmoins si cela peut aider, ouvrant ainsi la boîte de Pandore à toutes les inégalités entre élèves, entre établissements et entre jurys ! Des jurys qui se tiendront probablement comme les conseils de classe dans des conditions qui ne permettront même pas une véritable interaction.

Ce dispositif est juste insensé ! Il n'a rien de bienveillant, il est seulement arbitraire et sans solution équitable. Il est temps d'arrêter cette machine à piétiner.

↳ **La seule solution rationnelle et qui est en fait la moins inéquitable à cette étape sera donc d'attribuer les examens (CFG, DNB, CAP, BEP, BAC, E3C pour la spécialité en fin de 1ère, BTS) à l'ensemble des candidat-es.** Le niveau général n'en sera guère affecté. Ce qui l'affecte ce sont les suppressions de postes qui continuent dans le secondaire, la précarité généralisée dans le supérieur et l'absence de dispositif de remédiation et bien d'autres problèmes que les enseignant-es subissent depuis des années.

↳ **Concernant les bulletins de troisième trimestre, la position doit être en conséquence.** Pas de moyenne comme le demande le MEN, mais pas d'appréciation non plus (ni d'indication de note) visant à orienter un contrôle continu que les professeur-es ne maîtrisent pas. Ce n'est pas une affaire de bonne conscience, c'est un problème de cohérence !

SUD éducation Champagne Ardenne appelle donc les collègues à remplir les bulletins avec une appréciation du type : Pas de note durant la période de confinement . X ou Y mérite d'obtenir le [DNB, CAP, BAC...]